

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 2 février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NOBLITEX**

2 rue Pierre Demurger  
42300 Roanne

Références : UID4243-EAR-024-033  
Code AIOT : 0010500262

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 janvier 2024 dans l'établissement NOBLITEX implanté 2 rue Pierre Demurger 42 300 Roanne. L'inspection a été annoncée le 09/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite, objet du présent rapport, a été réalisée dans le cadre de la cessation d'activité de l'entreprise Noblitech, et en particulier afin de vérifier les conditions de mise en sécurité et l'évacuation des déchets encore présents lors de la précédente inspection.

Le tènement immobilier auparavant exploité par Noblitech a été vendu et scindé en 4 lots au sein duquel les activités suivantes sont réalisées (numérotation des lots en lien avec le croquis présenté dans l'audit environnemental de la qualité des sols du 25 janvier 2022) :

- lot 1 : exploité par une entreprise de transport, activité de messagerie,
- lot 2 : stockage en palettes de matériel agricole neuf,
- lot 3 : stockage de cuisines et sous-location pour du stockage de charpente et de matériel pour déploiement de la fibre,
- lot 4 : stockage en Box, local non visité, propriétaire absent.

Il n'a pas été constaté la présence d'activités susceptible de relever d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOBLITEX
- 2 rue Pierre Demurger 42 300 Roanne
- Code AIOT : 0010500262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Noblitech était spécialisée dans la teinture et l'apprêt de textiles.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 24/06/2021, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Suivi arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 24/06/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suivi inspection 2021	Rapport d'inspection du 28/04/2021	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Suivi inspection 2021	Rapport d'inspection du 28/04/2021	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suivi inspection 2021	Rapport d'inspection du 28/04/2021	Sans objet
5	Suivi inspection 2021	Rapport d'inspection du 28/04/2021	Sans objet
7	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 18/11/2013, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite des installations a permis de constater que les locaux sont occupés par 4 entreprises différentes. Les principales opérations de mise en sécurité à l'issue de la cessation d'activité de Noblitéx ont été réalisées. Toutefois, des investigations complémentaires restent nécessaires afin de clôturer le dossier de cessation d'activité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi arrêté préfectoral de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/06/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Évacuation des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Noblitech, représentée par la Selarl Mj Synergie est mise en demeure, pour son installation sise 2 rue Pierre Demurger 42 300 ROANNE d'évacuer sous un délai de 1 mois vers des installations dûment autorisées les déchets suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>– les effluents liquides non traités au niveau de la station d'épuration (fosse de reprise, bassin d'homogénéisation et cuve de traitement-neutralisation),</li><li>– les produits liquides pollués contenus dans la fosse de récupération d'effluents d'encollage des tissus et au niveau de la fosse située au voisinage du repère « stockage des écrus » (cf plan du site),</li><li>– le liquide contenu dans la fosse enterrée située au niveau du repère « stockage PAT » (cf plan du site). Des analyses pourront toutefois être réalisées afin de confirmer qu'il s'agit d'eau (selon des informations recueillies au cours des visites) et ainsi démontrer qu'il ne s'agit pas d'un déchet.</li></ul>
<b>Constats :</b> Par courriel daté du 14 novembre 2021, a été adressé à l'inspection un rapport relatif à la gestion des déchets liquides présents dans les ouvrages de la station de traitement des effluents. Cette opération a été missionnée par la SCI BENAMAF. Ont été concernés par cette opération les effluents contenus : <ul style="list-style-type: none"><li>– dans le bassin d'homogénéisation de la STEP (capacité : 125 m<sup>3</sup>),</li><li>– dans une fosse de reprise (capacité : 9 m<sup>3</sup>),</li><li>– dans la fosse de neutralisation avant rejet (capacité : 5 m<sup>3</sup>).</li></ul> 64 m <sup>3</sup> d'eaux souillées ont été rejetés dans le réseau d'eaux usées communal, après analyse et accord du gestionnaire du réseau. 7,8 tonnes de boues ont été pompées et évacuées vers une installation dûment autorisée (le bordereau de suivi des déchets dangereux a été fourni).  Concernant les effluents contenus dans la fosse de récupération des encollages et celle située au voisinage du repère stockage des écrus, aucun justificatif spécifique n'a été transmis à l'inspection. À l'issue de la visite objet du présent rapport, le cabinet d'étude assistant la SCI BENAMAF a transmis à l'inspection deux courriels mentionnant que ces effluents ne présentaient pas de caractéristiques particulières et ont été évacués en même temps que ceux des bassins extérieurs. Les tests effectués n'ont pas conclu à une incompatibilité des effluents avec ceux de l'extérieur (tests classiques "sur site" sans analyse en laboratoire, courriels transmis les 26 et 29 janvier 2024). Ainsi, les effluents présents au moment de la précédente visite dans la fosse de récupération des effluents d'encollage et ceux présents au niveau de la fosse à proximité du repère "stockage des écrus" auraient été transférés pour être mélangés dans les effluents encore présents dans la station d'épuration et être évacués vers le réseau communal (cf premier paragraphe de ce point de contrôle).  Au cours de la visite, la trappe d'accès à la fosse de récupération des encollages a été ouverte. Il a pu être constaté la présence d'environ 20 cm d'épaisseur de liquide malgré l'évacuation annoncée vers les effluents de la STEP. Des infiltrations d'eau de pluie de toiture pourraient, selon le nouveau propriétaire, être à l'origine d'une partie du volume contenu (écoulement depuis le toit le long d'une paroi puis vers la fosse). Une tige métallique a été introduite dans le liquide et a permis de constater la présence de résidus visqueux noirs. Ces effluents ne peuvent donc être rejetés directement aux eaux pluviales.

Concernant le liquide contenu dans la fosse enterrée située au niveau du repère « stockage PAT », aucun élément n'a été transmis à l'inspection pour justifier de sa composition et de son évacuation. Au cours de la visite, l'ancien propriétaire a de nouveau indiqué qu'il s'agissait d'eau et qu'elle a en partie été utilisée pour nettoyer les sols après l'évacuation des déchets et matériels. Une des trappes de visite de cette fosse a été ouverte et a permis de constater qu'elle est dorénavant vide. Au droit de la trappe, il n'a pas été observé la présence de résidus en fond de fosse laissant suspecter la présence d'une pollution résiduelle.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La majorité des déchets liquides visés par l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 juin 2021 ont été évacués.</p> <p>Toutefois, les quelques résidus encore présents dans la fosse de récupération des effluents d'encollage ne permettent pas de satisfaire en totalité aux dispositions de cet article. Considérant le faible volume présent de la totalité des effluents déjà évacués, et le possible apport d'eaux pluviales depuis la précédente vidange, il est proposé à monsieur le préfet de la Loire de tolérer 1 mois de délai supplémentaire avant d'engager les suites prévues par l'article L 171-8 du Code de l'environnement.</p> <p>Cette fosse doit être correctement nettoyée et les effluents qu'elle contient devront être évacués vers des installations dûment autorisées sous un délai de 1 mois. Les justificatifs nécessaires seront transmis à l'inspection. En l'absence de transmission des éléments demandés, il sera proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des sanctions administratives prévues par l'article L 171-8-II-4 du Code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Suivi arrêté préfectoral de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/06/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, État des sols et des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Noblitez, représentée par la Selarl Mj Synergie est mise en demeure, pour son installation sise 2 rue Pierre Demurger 42 300 ROANNE, de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire n°350/DDPP/2020 du 20 octobre 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– article 5 sous un délai de 2 mois (surveillance des eaux souterraines)</li> <li>– article 3 sous un délai de 3 mois (diagnostic et caractérisation de l'état des milieux)</li> </ul> <p>Suivi constat n°7 du rapport d'inspection du 28/04/2021 (observation) :</p> <p>Justifier les choix pour le positionnement des piézomètres.</p> <p>Justifier l'absence d'analyses de sols au niveau de l'aire de stockage de produits conditionnés. À défaut d'éléments, réaliser un sondage au niveau de la zone.</p> <p>Prendre en considération la fuite de 2008 pour la réalisation de sondages au niveau de la STEP</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un rapport de diagnostic des milieux a été transmis à l'inspection le 23 mars 2022. L'analyse de ce document fera l'objet d'un rapport spécifique de la part de l'inspection des installations classées. Ce diagnostic permet de satisfaire aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 juin 2021.</p> <p>Pour ce qui concerne l'état des sols, les principales conclusions sont les suivantes :</p>

- l'absence de source de pollution concentrée,
- la présence d'un bruit de fond anthropique en naphtalène (HAP volatil) à des teneurs comprises entre 1 et 10 mg/kg uniquement sur le 1er mètre de sol,
- sondages S8-S8bis : la présence de matériaux légèrement enrichis en Éléments Traces Métalliques (Cd=1,14 mg/kg, Cr=106 mg/kg, Cu=55,6 mg/kg, Pb=101 mg/kg, Zn=207 mg/kg), impactés légèrement en sulfate (757 mg/kg), chlorure (172 mg/kg) et ammonium (36,9 mg/kg) au sein de l'échantillon imbibé prélevé au droit d'une hypothétique ancienne fosse emplies d'eaux basiques (pH > 10), absence de détection HAP, COHV, PCB ;

Des analyses « Pollutest » portant sur une soixantaine de composés volatils ont permis de quantifier : toluène à 0,06 mg/kg, 1,2,4-triméthylbenzène (Pseudocumène) à 0,11 mg/kg, sec-butylbenzène à 0,18 mg/kg et p-isopropyltoluène (p-cymène) à 6,13 mg/kg (composé probablement lié à la dégradation du bois).

Cette hypothétique ancienne fosse n'est pas référencée sur les plans du dossier de demande d'autorisation déposé par Noblitech, elle pourrait avoir une origine antérieure. Le représentant de la SCI BENAMAF, ancien propriétaire des locaux et ancien PDG de Noblitech (il n'occupait plus cette fonction au moment de la cessation d'activité) a indiqué qu'il n'avait pas connaissance d'une fosse exploitée par Noblitech au voisinage de S8. Au cours de la visite, aucun regard ou trappe de visite n'a été identifié.

Aucune analyse des eaux souterraines n'a été réalisée. Le risque de transfert vers les eaux souterraines a été considéré comme minime par le rédacteur de l'étude au regard des résultats des analyses de sols. Il précise que les teneurs mesurées dans les sols ne sont pas de nature à remettre en cause la compatibilité de l'installation pour un usage industriel.

Au regard des observations formulées au sein du constat n°7 du précédent rapport d'inspection :

- un sondage de sol a bien été réalisé au voisinage immédiat de la station d'épuration,
- aucun sondage de sol n'a été réalisé au niveau de l'aire extérieure de stockage de produits conditionnés et aucune justification n'a été apportée dans le dossier déposé. Pour mémoire, des déchets étaient entreposés lors de la visite réalisée le 23 juillet 2020 et 900 mg/kg en HCT avaient été détectés sur le premier mètre lors d'un diagnostic réalisé en 2006,
- au sujet des eaux souterraines, le dossier de cessation daté de janvier 2021 soulignait la vulnérabilité des eaux souterraines avec un impact en HCT (4,85 mg/l), BTEX (33 µg/l) et HAP (0,5 µg/l) mesuré en 2010 sur le piézomètre amont. Aussi, malgré l'absence de détection de pollution concentrée au niveau des sols, l'inspection considère qu'il est nécessaire de réaliser une analyse des eaux souterraines au niveau des deux piézomètres existants (1 en amont et 1 en aval) afin de conforter les conclusions du diagnostic de sols.

Concernant le bruit de fond évoqué en naphtalène, une analyse en air ambiant permettra de confirmer l'absence de risque pour les nouveaux usagers du site. Lors du diagnostic précédent réalisé en 2006, des sondages forés au voisinage de S3, S5 et S6 n'avaient pas permis de détecter la présence de ce composé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant :

- justifiera l'absence d'analyses de sols au niveau de l'aire extérieure grillagée destinée au stockage de produits conditionnés. À défaut d'éléments probants, un sondage de sol sera réalisé au niveau de cette zone,
- réalisera une campagne d'analyse des eaux souterraines à partir des deux piézomètres existants. Elle portera sur les paramètres visés à l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2020 (HCT, COHV, Métaux, PCB, BTEX, HAP) et intégrera également les PFAS,
- effectuera une analyse d'air ambiant sur le composé naphtalène à l'intérieur des bâtiments. La

zone de prélèvement retenue devra être située au droit de la zone susceptible d'être la plus impactée (en considérant les concentrations mesurées dans les sols mais aussi le volume des locaux). Les valeurs mesurées seront comparées aux valeurs guides de qualité d'air intérieur définies par l'Anses.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Suivi inspection 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 28/04/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Évacuation des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivi constat n°2, justificatifs évacuation déchets (non-conformité) : Fournir les documents justifiant que les déchets déjà évacués l'ont été vers des installations de traitement dûment autorisées.
<b>Constats :</b> Par courriels datés des 12 et 26 janvier 2024, le bureau d'études assistant l'ancien propriétaire a transmis à l'inspection une facture datée du 30/04/2021 et des bordereaux de suivi de déchets dangereux justifiant d'une évacuation réalisée le 24 mars 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Suivi inspection 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 28/04/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité des utilités
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivi constat n°3, mise en sécurité des utilités (non-conformité) : Fournir les PV de consignation du poste transformateur « Noblitéx » et de l'alimentation gaz des deux postes de détente.
<b>Constats :</b> Depuis la précédente visite, aucun justificatif n'a été transmis à l'inspection. La visite des installations, objet du présent rapport, a permis de constater : <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'absence d'utilisation de gaz naturel au niveau des lots 1 à 3 (le lot 4 n'a pas pu être visité),</li> <li>– des vannes en position fermée sur la canalisation située à l'extérieur,</li> <li>– l'utilisation d'électricité dans les locaux occupés par les nouveaux propriétaires.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Sous un délai de 1 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des éléments justifiant de la consignation de l'alimentation gaz des deux postes de détente.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Suivi inspection 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 28/04/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité STEP
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivi constat n°4, mise en sécurité STEP (observation) : Confirmer le démontage des échelles citées, comme cela a été prévu par le propriétaire.
<b>Constats :</b> La visite a permis de constater que le nouveau propriétaire du lot n°4 a supprimé les ouvrages de la station d'épuration (bassin d'homogénéisation, fosses de reprise et de neutralisation). Le risque de chute dans les ouvrages vides a été supprimé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Suivi inspection 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 28/04/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Définition usage futur
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivi constat n°5 : Par courriers datés du 6 août 2020 envoyés en recommandé avec accusé de réception, Noblitex, représentée par la SELARL Mj Synergie – Mandataires Judiciaires indiquait que l'usage futur à prendre à compte était « non sensible ». Ces courriers étaient adressés à : Préfecture, Roannais agglomération, Ville de Roanne, Maître Emilie Ronchard représentant la SCI Benamaf (propriétaire du site). Cette proposition d'usage était rappelée dans le courrier de transmission du rapport de cessation d'activité daté du 7 avril 2021(destinataires : DREAL ; DDPP ; Mairie de Roanne ; Roannais Agglomération ; SCI BENAMAF, M Catesson propriétaire du site).
<b>Constats :</b> À la date de la visite objet du présent rapport, l'inspection ne dispose pas d'éléments indiquant que le propriétaire et le maire ou le président l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ont notifié au préfet et à l'exploitant leur accord ou leur désaccord dans un délai de 3 mois.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant, représenté par la SELARL Mj Synergie – Mandataires Judiciaires de confirmer sous un délai de 1 mois l'absence d'opposition à la proposition d'usage futur dans le délai de 3 mois cité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 7 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/11/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des forages
<b>Prescription contrôlée :</b> Extrait : <ul style="list-style-type: none"><li>– Abandon provisoire : En cas d'abandon provisoire ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.</li><li>– Abandon définitif : Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à – 5 m et le reste sera cimenté (de – 5 m jusqu'au sol).</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Les deux forages destinés à prélever les eaux souterraines sont toujours présents sur le site mais les pompes d'extractions ne sont plus présentes. Au cours de la visite, les deux propriétaires respectifs ont indiqué vouloir conserver ces ouvrages pour une utilisation éventuelle. Les activités qu'ils exercent (négoce et installation de cuisine, vente de matériels agricoles) ne devraient pas entraîner des prélèvements relevant d'un classement au titre de la nomenclature IOTA (Selon les dispositions de l'article R 214-5 du Code de l'environnement, est assimilé à un usage domestique de l'eau tout prélèvement inférieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup>/an).</p> <p>La visite des installations a permis de constater que la conception des deux forages n'était pas complètement conforme aux dispositions précédemment applicables (Art 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 novembre 2013). En particulier, pour l'un des deux forages, la protection est insuffisante (regard béton cassé, absence d'un couvercle efficace fermé à clé sur la tête du forage).</p> <p>L'inspection adressera un courriel aux deux nouveaux exploitants de ces forages afin de leur rappeler :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– l'obligation de déclaration de ces ouvrages via le portail Duplos (Déclaration Unifiée Pour Les Ouvrages Souterrains),</li><li>– l'importance d'assurer la protection, l'entretien et une surveillance de ces dispositifs afin de prévenir tout risque de pollution des eaux souterraines. Même si non directement applicables, les dispositions de l'arrêté applicable aux installations relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la loi sur l'eau (forage non destiné à un usage non domestique) seront transmises afin qu'ils disposent de prescriptions techniques à mettre en œuvre pour assurer la protection nécessaire.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite